

Session parlementaire 2022-2023

Bilan de travail

du Député fédéral Daniel Senesael

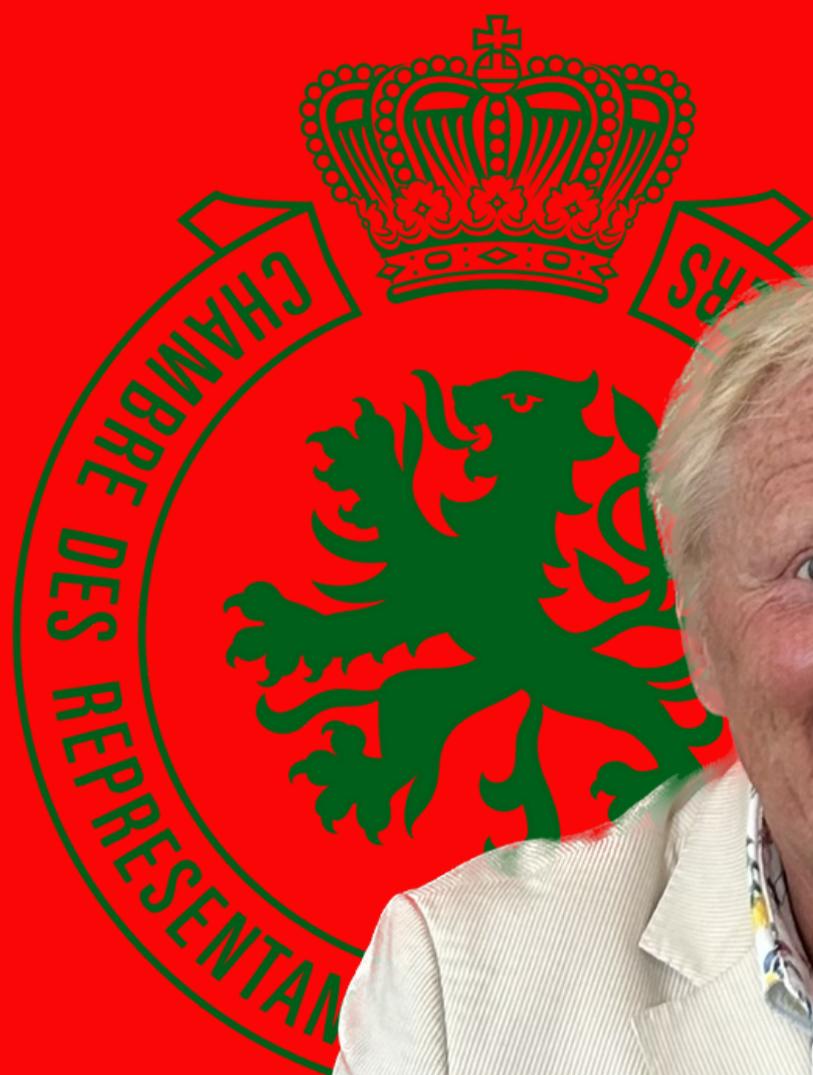


Table des matières

Introduction	1
1. Une sécurité renforcée et plus efficace pour tou.te.s	3
Renforcer la police des chemins de fer	3
Améliorer l'assistance médicale lors de privations de liberté par la police	4
La formation, les moyens et le statut de nos policiers	5
2. Stop à l'obsolescence programmée	6
La situation	6
Les demandes	7
3. Des initiatives pour le climat et l'environnement	8
L'exploitation minière des fonds marins	8
Interdisons le glyphosate	8
Un engagement constant pour le climat et l'environnement	9
4. La lutte contre les discriminations	10
5. La Wallonie picarde au cœur de mon engagement	11
Une région transfrontalière	11
Olivier Vandecasteele	11
Dynamiques locales	12
6. À votre rencontre et toujours à votre écoute	13
Une tournée de la Wallonie picarde	13
Agir face à la crise des prix de l'énergie	13
Annexes - Tableaux récapitulatifs	14

Introduction

Durant cette session parlementaire 2022-2023, mon travail de Député fédéral à la Chambre des représentants s'est vu riche en engagements, en réflexions, et en efforts dans le but d'apporter des avancées importantes face aux enjeux de notre société.

Formant le coeur de mon engagement socialiste, mes initiatives pour une société plus juste, plus solidaire et plus durable n'ont pas manqué. J'ai eu l'occasion de questionner nombre de nos ministres au sujet de leurs projets et des problématiques touchant au coeur nos concitoyen.ne.s en effectuant, chaque jour, le rôle parlementaire de contrôle de l'action gouvernementale. Ce processus démocratique visant à s'informer des projets proposés par le gouvernement et à interpeller ces derniers au sujet de leur mise en oeuvre et des résultats qu'il convient d'en récolter, fait partie intégrante de la fonction que nous occupons.

Mon engagement, toujours ancré dans la justice sociale et l'égalité, s'est concentré autour de grands axes qui me sont chers : une sécurité accrue tant pour nos concitoyen.ne.s que pour nos services de police, des initiatives ambitieuses pour le climat et la biodiversité, la lutte contre les discriminations et, surtout, la remontée des problématiques locales et citoyennes.

Ces enjeux cruciaux ont donc découlé sur de nombreuses questions parlementaires puisque j'ai interrogé nos ministres fédéraux.ales à 103 reprises (74 orales et 29 écrites) mais ont formé également plusieurs textes législatifs pour forger le progrès au sein de notre société par un travail de fond sur des sujets novateurs et voués au bien commun.

Chacune des propositions de résolution ou de loi nécessite un long parcours depuis la réflexion initiale jusqu'à l'adoption en séance plénière mais je suis resté déterminé et tenace pour que la vie de chacun.e puisse être améliorée. Ainsi, 5 propositions, dont je suis l'auteur principal ou que j'ai cosignées, ont été adoptées par nos collègues cette année.

Pour porter ces textes et déceler quelles sont les enjeux cruciaux pour nos concitoyen.ne.s, j'ai aussi décidé de partir à leur rencontre. Durant plusieurs mois, j'ai sillonné la Wallonie picarde pour présenter le bilan socialiste à la Chambre des représentants à mi-mandat mais surtout pour échanger avec vous tou.te.s. Ces rencontres m'ont permis d'appréhender le coeur des problématiques citoyennes au plus proche de vous et je tiens à remercier toutes les personnes présentes durant ces moments conviviaux.

Enfin, je tiens également à préciser, au sein de ce bilan, le travail de communication que se doit de tenir un parlementaire vis-à-vis de ses concitoyen.ne.s. Dans une vision toujours plus proche de chacun.e et à l'instar de la tournée de rencontres organisée cette année, je suis par la même très présent sur les réseaux sociaux et durant mes permanences pour échanger et expliciter mon travail au Parlement fédéral dès que je le peux. Une newsletter hebdomadaire est parallèlement envoyée à plusieurs centaines de personnes afin d'informer celles et ceux qui le souhaitent de l'évolution de mes travaux parlementaires. Cette dernière en est, au moment d'écrire ces lignes, à sa 685e publication - un nombre dont je me dis fier de voir évoluer chaque semaine.

Sur ces mots, je vous laisse découvrir au travers des pages de ce document publié annuellement les détails de mon travail parlementaire de manière claire et explicitée, tout en vous invitant à prendre contact avec mon cabinet (via l'adresse mail : bourgmaster@estaimpuis.be ou via baptiste.vancraeynest@estaimpuis.be) pour me faire part de vos questions, revendications, ou demandes à faire remonter au sein de la Chambre des représentants.

Votre tout dévoué

Daniel Senesael,

Député fédéral - Bourgmestre d'Estaimpuis

1.

Une sécurité renforcée et plus efficace pour tou.te.s

En tant qu'élu local, Président du Collège de la Zone de police du Val-de-l'Escaut, et membre du Conseil de la Zone de secours de Wallonie picarde, je suis constamment confronté aux problématiques sécuritaires que peuvent rencontrer nos concitoyen.ne.s. Ainsi, je tente de faire remonter les informations qui me parviennent auprès de mes collègues et du gouvernement à la Chambre des représentants tout en menant des initiatives fortes pour répondre aux problématiques citoyennes.

Si j'ai posé de nombreuses questions parlementaires sur ces sujets, j'ai également déposé plusieurs propositions avec mes collègues socialistes pour demander des actions fortes dans divers domaines.

Renforcer la Police des Chemins de Fer

Trop souvent, une insécurité est présente au sein de nos gares et stations de transports en commun. A titre d'exemple, dans la lignée de plusieurs questions sur le sujet ces dernières années, j'interrogeais, à nouveau, en janvier 2023, la Ministre de l'Intérieur au sujet du sentiment d'insécurité accru au cœur de la gare de Tournai, notamment face à des bagarres à répétition ou à l'absence de personnel de sécurité. Un constat relayé par de nombreux.ses citoyen.ne.s et qui, couplé à un manque évident de moyens et de personnel au sein de la Police des Chemins de Fer, nous a poussé à déposer une proposition de résolution afin de renforcer cette dernière.

Le 9 mars dernier, cette proposition, dont je suis cosignataire et qui vise à renforcer la Police des Chemins de Fer, a été adoptée à l'unanimité en séance plénière. Ce texte formule des demandes concrètes au gouvernement fédéral dans le but d'évaluer les manquements déjà signalés dans ce corps de police qui se charge d'assurer la sécurité de nos quais et gares de transports en commun tout en réinvestissant sur cette base.

Le but de cette résolution est évidemment de renforcer la sécurité qui peine souvent à être garantie au sein de nos réseaux de transport mais également, de motiver à l'utilisation de nos services de transport publics par souci climatique et environnemental.

Améliorer l'assistance médicale lors de privations de liberté par la police

Au cours de ces derniers mois, l'actualité a hélas été marquée par plusieurs décès survenus au sein de lieux de privation de liberté situés dans des postes de police. Le décès de Sourour Abouda, mère de famille bruxelloise décédée dans un commissariat en janvier dernier, a profondément marqué les esprits. Ce décès - ainsi qu'hélas plusieurs autres ayant eu lieu avant dans des circonstances similaires - a conduit à plusieurs échanges organisés au sein de la Chambre des représentants avec les Ministres en charge de l'Intérieur et de la Justice.

S'il revient à la Justice et au Comité P, en fonction des circonstances, de faire toute la lumière sur ces terribles événements, les travaux en commission ont mis en lumière des dysfonctionnements grave dont l'absence de cadre précis relatif au droit à l'assistance médicale lors d'une arrestation administrative ou judiciaire.

Notre pays a largement été pointé du doigt pour cette absence de cadre légal de mise en œuvre et de circulaires et des situations qui en découlent. Rapport du Comité P en 2019, rapports du CPT en 2013 et 2017, rapport de l'AIG en 2012, analyse de la Ligue des droits humains, ... tous sont arrivés à la même conclusion : le statut quo, le flou actuel notamment dans le cadre de la procédure dite « vu et soigné » lors d'une arrestation, n'est plus tolérable. L'assistance médicale est un droit, comme le rappelle notamment l'article 33quinquies, alinéa 1er, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police dispose très clairement que « Toute personne qui fait l'objet d'une arrestation administrative a le droit à l'assistance médicale. ». Cependant, à l'heure actuelle il n'existe pas d'arrêté de mise en œuvre.

En tant qu'assemblée parlementaire, il nous revient de s'assurer que de telles « zones grises » dans la mise en œuvre de notre législation n'existent plus, en s'assurant d'une mise en œuvre effective et claire des droits des personnes privées de liberté, notamment en matière du droit à l'assistance médicale. À cette fin, les policiers doivent disposer de règles et circulaires claires leur permettant de prendre les bonnes décisions au bon moment et selon des procédures sans équivoque, et ce dans l'optique d'éviter de nouveaux drames inacceptables. C'est pourquoi j'ai déposé une proposition de résolution visant à garantir et améliorer l'application du droit à l'assistance médicale dans le cadre des privations de liberté dans les lieux de détention de la police le 29 mars 2023.

Concrètement, ma proposition demande au gouvernement d'adopter l'arrêté royal de mise en œuvre du droit à l'assistance médicale sur base d'une large consultation de l'ensemble des acteurs concernés, que ce droit à une assistance médicale pour les personnes privées de liberté administrativement et judiciairement par la police soit interprété de manière à ce que la demande d'une personne détenue de voir un médecin soit toujours accordée, d'édicter, pour l'ensemble des zones de police, des directives écrites claires et complètes concernant l'assistance médicale et son organisation pratique avant, pendant et après toute privation de liberté dans les lieux de détention de la police et de les intégrer dans la formation de base et continue des fonctionnaires de police, et enfin, d'adopter des règles claires concernant l'imputation des frais pour l'assistance médicale - y compris pour l'administration de médicaments - dans le cadre de privations de liberté par les services de police.

La formation, les moyens et le statut de nos policiers

En tant que membre effectif de la Commission de l'Intérieur, je mets un point d'honneur à m'informer de manière régulière sur les conditions de travail, de recrutement, de fonctionnement, de budget ou encore de formation de nos policiers.

De l'évolution des stands de tir policiers au suivi des changements de direction au sein des différents corps de police, en passant par les financements de projets spécifiques ou d'accords salariaux, ces sujets, d'importance cruciales pour nos zones de police mais également pour la sécurité de nos concitoyen.ne.s ou encore pour la gestion de nos pouvoirs locaux, ont formé la base de nombreuses questions parlementaires dont vous retrouverez le détail en annexe de ce document.

2.

Stop à l'obsolescence programmée

La situation

Qui aujourd'hui ne vit pas connecté ? Que ce soit via un GSM, une télévision, un ordinateur ou encore une tablette, le numérique fait partie intégrante de notre quotidien. Il améliore le partage d'information, il permet de mettre instantanément en contact des personnes éloignées de plusieurs milliers de kilomètres, il nous évite de nombreux déplacements, il favorise l'accès à la culture, aux médias, etc. Néanmoins, même si les impacts peuvent être extrêmement positifs, il ne faut pas occulter les aspects négatifs qui en découlent.

J'ai été interpellé par beaucoup de citoyen.ne.s qui achètent un appareil (GSM, ordinateur...) qui tombe rapidement en panne et qui doivent le jeter pour en acheter un autre. Les produits numériques finissent trop facilement à la poubelle ! Pour moi, il n'est pas acceptable que des producteurs poussent à la surconsommation en vendant des produits qui tombent en panne rapidement et ne sont pas réparables, pour faire plus d'argent et faire toujours plus dépenser les consommateurs. Les gens qui paient pour un smartphone ou un ordinateur veulent que leur appareil fonctionne et pas qu'il tombe en panne après que la garantie légale soit dépassée !

Outre l'impact sur le portefeuille des ménages, le numérique entraîne également une pollution considérable, avec des conséquences importantes sur les écosystèmes et les émissions de gaz à effet de serre. En effet, l'ensemble du cycle de vie des objets numériques est extrêmement polluant, que ce soit à cause de la production de nos appareils numériques, qui implique une extraction très importante de métaux, ou la forte consommation d'énergie pour les utiliser, ou encore le traitement de leur fin de vie qui génère des tonnes de déchets brûlés, enterrés ou abandonnés dans les décharges.

Face à ces constats économiques et environnementaux, j'ai déposé une proposition de résolution à la Chambre en 2021, qui vient d'être adoptée par mes collègues en séance plénière ce jeudi 15 juin 2023. L'objectif : faire en sorte que chacun.e d'entre nous puisse utiliser ses objets numériques (TV, ordinateur, smartphone, tablette, objet connecté...) plus longtemps, puisse les faire réparer et ne soit plus obligé.e de les remplacer peu après leur achat.

Avec ce texte, nous nous attaquons à la multiplication d'équipements énergivores et aux durées de vies courtes des objets numériques.

Les demandes

Concrètement, nous appelons le gouvernement à agir sur cette problématique et de mettre en place une série de mesures :

- Un cadre belge contre l'obsolescence programmée liée aux logiciels ;
- Rendre, au niveau belge, les producteurs d'appareils numériques responsables de leurs déchets sur le principe du « pollueur-payeur » ;
- Développer, à l'échelle européenne, des indices de durabilité et de réparabilité des appareils numériques ;
- Augmenter les possibilités de réparation et la disponibilité des pièces ;
- Augmenter la durée de garantie légale des appareils en passant idéalement de 2 ans à 5 années.

Notre volonté est de soutenir la production durable, la réparation et la réutilisation des appareils avec des mesures concrètes, c'est essentiel pour le portefeuille des citoyen.ne.s, mais aussi pour le climat et l'environnement ! Il est donc primordial que notre pays adopte une position forte au niveau européen et plaide pour des mesures concrètes au bénéfice de tou.te.s.

3.

Des initiatives pour le climat et l'environnement

L'exploitation minière des fonds marins

La protection des océans, des mers et de leurs biodiversités fait partie de mes chevaux de bataille depuis bien longtemps. Si j'ai pu interpellier nos ministres du Climat et de la Mer du Nord à de nombreuses reprises via des questions parlementaires, j'ai décidé, face à des projets d'exploitation minière des fonds marins d'ampleur, d'aller plus loin encore en déposant un texte appelant à défendre des conditions environnementales et climatiques strictes à cette exploitation.

Accueillant une grande partie de la biodiversité mondiale avec quelques 250.000 espèces recensées, nos zones marines jouent également un rôle climatique essentiel en fournissant la moitié de notre oxygène et en absorbant 26% des émissions annuelles de CO2 produits par l'humain.

Cependant, tout en étant l'habitat d'une faune et d'une flore luxuriante, les grands fonds marins abritent d'importants gisements de métaux convoités pour la production d'équipements électroniques, notamment. L'exploitation de ces fonds marins fait donc l'objet d'un grand intérêt commercial pour le secteur minier qui pourrait causer un impact structurel sur la biodiversité de la haute mer.

Dans ce cadre, j'avais déjà défendu une résolution adoptée par le parlement fédéral en 2021 dans le but de soutenir la recherche scientifique en la matière et de faire prévaloir le principe de précaution pour préserver les écosystèmes marins.

Dans cette lignée, je défends aujourd'hui une nouvelle résolution appelant avec fermeté à offrir une protection optimale à notre biodiversité marine.

Interdisons le glyphosate

La lutte pour l'interdiction du glyphosate est au cœur de mes combats politiques depuis de nombreuses années désormais. Les preuves de la nocivité de cette substance ne manquent pas et nous nous devons de soutenir son interdiction au niveau européen tout en favorisant des alternatives plus saines et durables pour nos agriculteur.rice.s.

La santé de nos concitoyen.ne.s et la protection de l'environnement doivent être nos priorités dans ce dossier de longue haleine. Nous ne pouvons accepter les risques encourus pour la population, leurs foyers, leurs familles ou les activités professionnelles. Il est de notre responsabilité de garantir la continuité des activités des professionnels dans des conditions de sûreté qui s'imposent, et de favoriser les alternatives économiques et durables au glyphosate. C'est donc tout naturellement que je cosigne une proposition de résolution pour une interdiction européenne du glyphosate avec plusieurs collègues.

Un engagement constant pour le climat et l'environnement

Parallèlement à ces textes ambitieux, il est évident que mon travail s'est aussi déployé sur une multitude d'interpellations aux objets divers dans le but d'une part, de remonter les problématiques qui me reviennent mais aussi de mettre en œuvre le contrôle de l'action gouvernementale qui revient aux Député.e.s.

De la protection des espaces marins aux demandes de retour sur différents rapports internationaux, ainsi que les préparations de sommets internationaux ou encore les politiques supranationales : les sujets de mes questions au gouvernement ont, à nouveau, porté la diversité des enjeux actuels.

4.

La lutte contre les discriminations

La lutte contre les discriminations m'est chevillée au corps dans mon voyage politique depuis toujours. Je n'ai donc pas baissé la garde sur le sujet durant les mois derniers et j'ai pu interpeller ou interroger nos ministres sur divers sujets tout en proposant de nouvelles initiatives législatives pour parer, par exemple, aux violences faites aux femmes.

Mes questions parlementaires ont donc rassemblé des enjeux pluriels tels que les discriminations faites aux personnes LGBTQIA+, la violence à l'encontre des policiers, ou encore le refus d'acter des plaintes par la police.

Pour lutter encore et toujours contre les discriminations durant cette session parlementaire, j'ai décidé de cosigner une proposition de résolution visant à permettre le recensement officiel des féminicides et la création d'un observatoire des féminicides en Belgique. Trop de femmes meurent chaque jour parce qu'elles sont femmes et je tenais à soutenir de ma signature ce texte porté par une collègue, pour nommer et définir les enjeux pour enfin pouvoir les combattre au mieux.

5.

La Wallonie picarde au cœur de mon engagement

Élu au cœur d'une région que j'aime de tout mon être, mon engagement politique se meut depuis toujours aux côtés des wallon.ne.s picard.e.s et de leurs problématiques. D'une part, notre région frontalière pose constamment des demandes et des questionnements spécifiques en termes de transfrontalité que je n'hésite pas à faire valoir au parlement, et de l'autre, j'ai souhaité faire remonter la situation insoutenable dans laquelle se trouvait l'un de nos concitoyens tournaisiens. Enfin, les dynamiques locales font partie intégrante de mon travail politique et ont formé différentes initiatives durant l'année écoulée.

Une région transfrontalière

La situation géographique dans laquelle notre région se trouve peut soulever plusieurs problématiques en matière de sécurité ou encore de mobilité.

Je suis donc intervenu à plusieurs reprises sur des problèmes liés à la qualité du réseau ferroviaire transfrontalier sur la ligne reliant Lille à Tournai suite à des remontées citoyennes m'informant de la détérioration de la ligne et d'une répétition de retards et de suppressions.

Aussi, poursuivant mon travail sur les dynamiques transfrontalières, je suis revenu sur la coopération policière transfrontalière suite à un événement ponctuel mais également de manière globale dans le but de recevoir un retour sur la résolution proposant d'aller encore plus loin que les Accords de Tournai, notamment en termes de poursuites transfrontalières, de radio-télécommunications et de formation policière conjointe.

En tant que Membre effectif de l'Assemblée Interparlementaire du Benelux, j'ai pu, de même, appuyer à de nombreuses reprises les revendications de mes concitoyen.ne.s transfrontalier.ère.s lors de la rédaction de recommandations sur le télétravail, le sport ou encore l'inclusion des personnes porteuses de handicap.

Olivier Vandecasteele

Le 24 février 2022, le travailleur humanitaire tournaisien Olivier Vandecasteele était arrêté en Iran sans raison valablement justifiée ou justifiable. Lorsque sa famille m'a indiqué son désarroi face à la situation abjecte et insoutenable dans

laquelle Olivier se trouvait, j'ai souhaité interroger la Ministre des Affaires étrangères mais également le Premier ministre au sujet de ses conditions de détention. Plusieurs questions parlementaires s'en sont suivies, ainsi que l'adoption d'une résolution, dont je suis co-auteur, en janvier 2023 demandant la libération immédiate et inconditionnelle de l'otage et d'ici là l'amélioration de ses conditions d'incarcération.

Quel soulagement de le voir fouler le tarmac de l'aéroport de Melsbroek 455 jours plus tard et retrouver ses proches. Grâce à la ténacité sans faille de sa famille, de ses proches et de nos services diplomatiques et de la sûreté, mais également grâce aux milliers de Belges qui se sont mobilisé.e.s à travers le pays pour le voir libéré, chacun.e peut se réjouir aujourd'hui de le voir libre, sain et sauf.

Dynamiques locales

Evidemment, l'ancrage local est essentiel pour un élu, qui se doit d'être présent pour l'ensemble de sa région. J'ai pu appuyer les revendications qui m'ont été transmises dans de nombreux domaines cette session encore. Le déménagement des services de distribution de la poste de Franses-Lez-Anvaing, les problématiques en gare de Tournai ou de Mouscron, l'extinction de l'éclairage public, les terribles drames s'étant déroulés dans le centre Fedasil de Mouscron ou encore les cyberattaques d'institutions publiques : les exemples de questions et d'investigations sur des enjeux tenant à cœur nos concitoyen.ne.s n'ont pas manqué.

6. À votre rencontre et toujours à votre écoute !

Une tournée de la Wallonie picarde

Le travail parlementaire ne peut s'effectuer sans partir à la rencontre de ses concitoyen.ne.s. Si je participe au maximum de rencontres et d'événements possibles sur mon emploi du temps, j'ai décidé de parcourir la Wallonie picarde durant cette session parlementaire avec la Députée-Sénatrice Fatima Ahallouch. Du mois d'octobre 2022 au mois de février 2023, nous sommes parti.e.s à la rencontre de celles et de ceux qui souhaitent échanger avec nous pour pouvoir envisager l'avenir de notre travail au plus proche des préoccupations de chacun.e.

Agir face à la crise des prix de l'énergie

Quelques mois après l'attaque de l'Ukraine par son voisin russe, notre pays a vu ses prix de l'énergie s'embraser mettant chacune et chacun devant une difficulté énorme de pouvoir payer ses factures de gaz et d'électricité.

Pour les Député.e.s et le gouvernement fédéral, il fut rapidement évident qu'il fallait agir au plus vite pour offrir des aides aux personnes dans le besoin. C'est ainsi qu'il a été décidé, notamment, d'abaisser la TVA sur le gaz et l'électricité, d'élargir l'octroi du tarif social, ou encore de distribuer de nombreuses primes.

Etant moi-même intervenu auprès du gouvernement à la Chambre pour demander le plafonnement des prix de l'énergie au niveau européen au plus vite, j'ai parallèlement souhaité mettre en place des permanences « énergies » pour répondre aux questions et aider nos concitoyen.ne.s à obtenir les aides fédérales prévues.

QUESTIONS

Commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières

administratives

- Questions orales :

Date	Titre
21-09-22	Le "refus d'acter" par la police
21-09-22	Le secteur des centrales d'alarmes
21-09-22	La DAB
21-09-22	Les statistiques de criminalité 2021 de la police fédérale
21-09-22	Le rapport d'activités 2021 de l'OCAM
21-09-22	Les tentatives de suicide dans le réseau d'accueil
21-09-22	La direction de l'OCAM
21-09-22	Les budgets des zones de police
18-10-22	La tentative de cyberattaque envers la Chancellerie
19-10-22	La mise en œuvre de l'accord salarial au sein de la police
19-10-22	La violence à l'encontre des policiers
19-10-22	La confiance des citoyens envers la police
19-10-22	L'extinction de l'éclairage public
19-10-22	L'utilisation des radars-jumelles
30-11-22	La Direction de la protection de la police fédérale
14-12-22	Le sentiment d'insécurité en gare de Tournai
18-01-23	La Direction de la sécurisation (DAB) et les infrastructures critiques
25-01-23	L'accessibilité des élections de 2024 pour les personnes porteuses de handicap
25-01-22	L'augmentation des excès de vitesse
25-01-23	Les stands de tir et la sécurité durant les exercices de tir
08-02-23	Le projet i-Police
15-02-23	L'enregistrement des titres de séjour des personnes étrangères âgées ou en situation de handicap
01-03-23	Le suivi psychologique des résidents dans les centres Fedasil
08-03-23	Le dernier rapport du Médiateur fédéral
08-03-23	L'enregistrement d'identification des personnes âgées ou en situation de handicap
08-03-23	Les zones de police
08-03-23	Les habilitations de sécurité
14-03-23	Les cyberattaques contre le secteur hospitalier
12-04-23	Les uniformes de la police
07-06-23	Le financement du régime NAPAP

- Questions écrites :

Date	Titre
26-10-22	Radars autoroutiers
16-12-22	Les arnaques par sextorsion
19-12-22	Les projets de coopération internationale
10-01-23	Le sentiment d'insécurité en gare de Tournai
01-02-23	Critères de sélection des radars tronçons
01-02-23	Primes des agents de la police judiciaire fédérale
15-02-23	Stands de tir policiers
07-03-23	Processus d'octroi d'une carte d'identification d'un agent de gardiennage
20-03-23	Les habilitations de sécurité
20-03-23	L'enregistrement d'identification des personnes âgées ou en situation de handicap par Belpic
20-03-23	Le dernier rapport du Médiateur fédéral
29-03-23	Rainbow Cops - Plan d'action fédéral 2021-2024 pour une Belgique LGBTQIA+ friendly
29-03-23	L'application des méthodes particulières de recherche aux dérives sectaires
30-03-23	La formation de nos policiers
24-05-23	La mise en garde d'Europol concernant ChatGPT
24-05-23	Etablissements LGBTQIA+ - Faits de vandalisme
24-05-23	Coopération policière transfrontalière
09-06-23	Régime NAPAP

Commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat

- Questions orales :

Date	Titre
20-09-22	La pratique de mise à l'évent
04-10-22	La protection des océans
04-10-22	Le nouveau plan d'action fédéral sur les déchets marins
04-10-22	La protection et la préservation des océans
25-10-22	Les mesures fédérales d'adaptation au changement climatique 2023-2026
25-10-22	La préparation à la COP15
25-10-22	Le rapport sur le développement durable 2022 du Bureau fédéral du Plan
25-10-22	Le report de la révision du règlement REACH
25-10-22	La répartition intra-belge des objectifs climatiques ("burden sharing")
25-10-22	Le rapport de la Cour des comptes européenne sur les dépenses climatiques de l'UE
25-10-22	La COP27
25-10-22	L'utilisation de pesticides
28-11-22	Le dernier rapport de l'IPBES
31-01-23	L'exploitation minière des fonds marins
14-02-23	Le Plan fédéral de Développement durable
14-02-23	L'importation contribuant à la déforestation
14-02-23	Le rapport "Indicateurs de développement durable 2023" du Bureau fédéral du Plan
07-03-23	L'exploitation minière des fonds marins
07-03-23	Le traité des Nations Unies sur la haute mer
14-03-23	L'utilisation de pesticides interdits au niveau européen
25-04-23	La proposition de restriction de l'utilisation des PFAS au titre de REACH
25-04-23	Les mesures du "Fit for 55"
25-04-23	La préparation de la COP28
25-04-23	L'importation illégale de bois
25-04-23	La circulation de pesticides dangereux en Belgique
23-05-23	Le projet de loi fédérale climat
23-05-23	La pollution plastique

- Questions écrites :

Date	Titre
27-10-22	Conférence des Nations Unies changements climatiques
20-01-23	La lutte contre la pollution aux PFAS - Règlement REACH
17-03-23	L'exportation de pesticides interdits

Commission de la Santé et de l'Égalité des Chances

- Question écrite :

Date	Titre
13-12-22	L'application GovApp

Commission de la Mobilité, des Entreprises publiques et des Institutions fédérales

- Questions orales :

Date	Titre
05-10-22	Les émissions du transport aérien
31-01-23	La fermeture du bureau de poste de Frasnes-Lez-Anvaing
08-02-23	La prison de Tournai
15-02-23	La ligne ferroviaire Tournai-Lille
01-03-23	Les horaires d'ouverture de la KBR
01-03-23	Le régime des pensions des anciens collaborateurs belges du régime nazi
01-03-23	L'état des lieux aux MRBAB
07-03-23	La ligne de train reliant Tournai à Lille
26-04-23	Les stands de tir policiers
12-06-23	La pollution liée au trafic maritime

- Questions écrites :

Date	Titre
10-08-22	Les services de la gare de Tournai
19-10-22	Les émissions du transport aérien
16-12-22	Police fédérale - Masterplan infrastructures
25-01-23	Bâtiment de la poste de Frasnes-Lez-Anvaing
14-03-23	Bâtiment de la poste de Frasnes-Lez-Anvaing
14-03-23	La poste de Frasnes-Lez-Anvaing
03-04-23	La ligne ferroviaire reliant Mouscron et Bruxelles

Commission des Relations extérieures

- Questions orales :

Date	Titre
19-10-22	Les conditions de détention du travailleur humanitaire Olivier Vandecasteele en Iran
24-01-23	La détention du travailleur humanitaire Olivier Vandecasteele en Iran
25-01-23	La libération d'Olivier Vandecasteele en Iran
08-03-23	La situation d'Olivier Vandecasteele en Iran
26-04-23	La libération du travailleur humanitaire Olivier Vandecasteele en Iran

Séance plénière

- Questions orales :

Date	Titre
24-11-22	Le plafonnement des prix de l'Energie par l'UE
12-01-22	La détention du travailleur humanitaire Olivier Vandecasteele

PROPOSITIONS DE LOI ET DE RÉOLUTION

Titre	Dépôt	Vote
Proposition de résolution visant l'évaluation et la réduction des impacts environnementaux et climatiques des équipements numériques.	01-06-21	15-06-23
Résolution visant à renforcer la Police des Chemins de Fer.	18-07-22	09-03-23
Résolution visant la libération immédiate d'Olivier Vandecasteele.	12-01-23	19-01-23
Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 2019 relative aux pétitions adressées à la Chambre des représentants en vue de permettre aux Belges résidant à l'étranger de soutenir une pétition.	30-05-22	20-10-22
Proposition de résolution visant à garantir et améliorer l'application du droit à l'assistance médicale dans le cadre des privations de liberté dans les lieux de détention de la police.	29-03-23	
Proposition de résolution appelant le gouvernement à défendre, à l'échelle internationale, des conditions environnementales et climatiques strictes à l'exploitation minière des fonds marins.	21-03-23	
Proposition de loi visant à instaurer un fonds budgétaire au profit de la police judiciaire fédérale dans le cadre de la lutte contre le crime organisé.	23-11-22	
Proposition de résolution visant à permettre le recensement officiel des féminicides et la création d'un observatoire des féminicides en Belgique.	11-08-22	
Proposition de résolution visant à assurer le suivi fédéral des recommandations de la commission d'enquête du Parlement de Wallonie relatives aux inondations de juillet 2021, une meilleure prévention des risques et une meilleure gestion de crise en Belgique.	20-06-22	
Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers afin de rétablir la possibilité d'autorisation de séjour des étudiants qui suivent une année préparatoire à l'enseignement supérieur organisée par l'enseignement secondaire.	30-05-22	
Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, afin d'octroyer une exception pour les surfaces commerciales au sein des établissements hospitaliers.	16-05-22	
Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services afin de soumettre à autorisation communale l'exploitation des unités d'établissement bénéficiant de dérogations visées à l'article 16, § 2, de cette loi.	16-05-22	
Proposition de résolution pour une interdiction européenne du glyphosate.	11-05-22	

RAPPORTEUR

Titre

Proposition de loi modifiant la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, visant à mieux réglementer la pratique des fouilles et en particulier des fouilles à nu.

Proposition de résolution visant à améliorer l'enregistrement des actes de violence à l'encontre de la police.

Projet de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et introduisant un plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité.

Projet de loi contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2023.

Projet de loi visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins belges.

Projet de loi modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité.

Plus d'infos ?

Surfez sur
www.danielsenesael.be

Via email à
bourgmestre@estaimpuis.be

Par téléphone au
056 48 13 31

Daniel —————
Senesael



GRUPE PS
À LA CHAMÈRE